



Cofinancé par
l'Union européenne



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL
DE LA SANTÉ
ET DES SOLIDARITÉS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Accord-cadre à bons de commande relatif aux contrôles de
service fait des dispositifs PIC IAE, FNE FORMATION, PRO A dans
le cadre du conventionnement de l'Etat avec les OPCO**

Référence de la consultation : PRA023659

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Lot 3

Contrôle de Service Fait (CSF)

Conventions Pro-A 2021 entre l'Etat et les OPCO

Article 1 : Objet et Contexte du marché.....	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Contexte du marché	4
Article 2 : Dispositions relatives au contrôle de service fait (CSF) des conventions Pro-A relance	7
2.1 CSF prévu aux conventions Etat-OPCO.....	7
2.2 Unité d'œuvre 1 : Rapport de Contrôle de service fait par OPCO (UO 1)	8
2.3 Unité d'œuvre 2 : Rapport de synthèse global du CSF (UO 2).....	13
Article 3 : Délais de réponse attendu en cas de sollicitation écrite d'un OPCO dans le cadre du contrôle.....	14
Article 4 : Le calendrier prévisionnel de mise en œuvre des CSF pour le dispositif PRO A.....	14



Cofinancé par
l'Union européenne

INTRODUCTION

La reconversion ou promotion par alternance (appelée Pro-A) est un dispositif de formation professionnelle continue prévu par l'article L. 6324-1 du code du travail et destinée au salarié. Dans un contexte de fortes mutations du marché du travail, le dispositif Pro-A permet doit leur permettre de favoriser leur évolution ou promotion professionnelles. Les frais pédagogiques et les frais annexes d'une action de reconversion ou de promotion par l'alternance sont pris en charge par les opérateurs de compétences.

Le dispositif Pro-A a été renforcé dans le cadre du Plan de relance de l'activité consécutif à la crise sanitaire de la Covid-19. Le Gouvernement a revu à la hausse les crédits permettant de financer la mobilisation de ce dispositif : 270 millions d'euros ont été attribués à la Pro-A pour les avenants aux contrats de travail initiaux conclus en 2021 et 2022. Une partie de cette enveloppe est destinée aux métiers du soin et de l'accompagnement (73,1 millions d'euros pour l'Opco Santé et 4 millions d'euros pour l'Opco Uniformation). Les métiers visés sont notamment le diplôme d'État d'infirmier, le diplôme d'État d'aide-soignant et le diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social.

NB : En principe, les parcours de reconversion ou promotion par alternance sont financés par France compétences à hauteur de 3 000 euros par parcours. Par exception, dans le cadre du plan de relance les parcours sont financés par l'Etat à hauteur de 9 000 ou 37 000 euros lorsqu'il s'agit de parcours dans le domaine de la santé. Le présent document porte uniquement sur les parcours financés par le plan de relance.

Le Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités a signé avec chaque opérateur de compétences (OPCO) une convention nationale (cadre et financière) relative au déploiement du dispositif.



Cofinancé par
l'Union européenne

Article 1 : Objet et Contexte du marché

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de contrôle de service fait (CSF) des conventions Etat-OPCO de 2021 pour la pro-A avec chacun des 11 opérateurs de compétences (OPCO), au titre la pro-A financée par le plan de relance.

Chaque OPCO dispose d'une convention signée en 2021.

1.2 Contexte du marché

1.2.1 Présentation du dispositif du dispositif pro-A

La reconversion ou promotion par alternance (appelée Pro-A) est un dispositif de formation professionnelle continue prévu par l'article L. 6324-1 du code du travail et destinée au salarié. Dans un contexte de fortes mutations du marché du travail, le dispositif Pro-A doit leur permettre de favoriser leur évolution ou promotion professionnelles. Le dispositif Pro-A est destiné :

- aux salariés en contrat de travail à durée indéterminée (CDI) ;
- aux salariés bénéficiaires d'un contrat unique d'insertion (CUI) à durée indéterminée ;
- aux salariés, sportifs ou entraîneurs professionnels, en contrat de travail à durée déterminée (CDD) ;
- Aux salariés placés en activité partielle.

Les salariés éligibles à ce dispositif sont ceux n'ayant pas atteint un niveau de qualification sanctionné par une certification professionnelle enregistrée au répertoire national des certifications professionnelles et correspondant au grade de la licence. La formation organisée au titre de la Pro-A repose sur l'alternance entre enseignements généraux, professionnels et technologiques et activités professionnelles en entreprise, et doit permettre l'obtention d'une certification professionnelle. La liste des certifications professionnelles éligibles à la Pro-A doit être définie au sein d'un accord collectif de branche étendu par le ministère du Travail. Les



Cofinancé par
l'Union européenne



frais pédagogiques et les frais annexes d'une action de reconversion ou de promotion par l'alternance sont pris en charge par les opérateurs de compétences.

Le dispositif Pro-A a été renforcé dans le cadre du Plan de relance de l'activité mis en œuvre en raison de la crise sanitaire de la Covid-19. Le Gouvernement a augmenté les crédits permettant de financer ce dispositif : 270 millions d'euros ont été attribués à la Pro-A pour 2021 et 2022. Une partie de cette enveloppe est destinée aux métiers du soin et de l'accompagnement (73,1 millions d'euros pour l'Opco Santé et 4 millions d'euros pour l'Opco Uniformation). Les métiers visés sont notamment le diplôme d'État d'infirmier, le diplôme d'État d'aide-soignant et le diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social. En principe les parcours de reconversion ou promotion par alternance sont financés par France compétences à hauteur de 3 000 euros par parcours, par exception dans le cadre du plan de relance les parcours sont financés par l'Etat à hauteur de 9 000 ou 37 000 euros lorsqu'il s'agit de parcours dans le domaine de la santé. Le présent marché porte sur les parcours financés par le plan de relance. Des conventions ont été signées avec les 11 opérateurs de compétences afin de détailler le financement des parcours financés par le plan de relance. Ces parcours sont mis en œuvre par des avenants au contrat de travail initial du salarié entre 2021 et 2022. Les parcours peuvent débuter en 2021, 2022 et 2023 et durer jusqu'à 3 ans.

1.2.2 Présentation de la gouvernance de déploiement du dispositif pro-A

1.2.2.1 Rôle des OPCO

11 opérateurs de compétences ont été agréés par arrêtés du 29 mars 2019 à la suite des accords de désignation des branches professionnelles et à la fusion de 20 OPCA-OCTA dans une logique de cohérence et de pertinence économique de leurs champs d'intervention.

2020 a été la première année d'installation pleine et entière des OPCO avec toutes leurs missions, notamment de financement des contrats d'apprentissage, mission qui est venue s'ajouter à celles relatives au financement du plan de développement des compétences dans les entreprises de moins de 50 salariés, au financement des contrats de professionnalisation et de reconversion et promotion par l'alternance. Les OPCO assurent par ailleurs un service de proximité pour les TPE PME et ont un rôle en



Cofinancé par
l'Union européenne



matière d'appui technique pour l'élaboration des politiques d'alternance et des certifications professionnelles.

Durant la crise et la période de confinement, ces organismes paritaires sont parvenus à assurer la continuité de leur service tout en achevant leur transformation interne. Ils ont été également des partenaires clés de l'action par délégation de l'Etat de la gestion de la Pro-A.

Concernant la reconversion ou promotion par alternance, les conventions ont été signées en décembre 2021 avec chaque OPCO ; elles étaient rétroactives et couvraient toute l'année 2021 et elles couvraient également l'année 2022.

Les OPCO prennent en charge les actions de formation financées par le plan de relance à hauteur de 9 000 euros en principe et à hauteur de 37 000 euros pour les parcours dans le domaine du soin.

Dans le cadre du pilotage du dispositif de reconversion et promotion par alternance, les OPCO élaborent et transmettent régulièrement à la DGEFP des données permettant d'assurer un suivi quantitatif-financier et qualitatif du dispositif.

NB : les bilans finaux seront transmis dans le cadre du CSF par chacun des OPCO à la DGEFP pour les parcours financés par le plan de relance à des fins de contrôle.

1.2.2.2 Rôle de la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP)

La DGEFP, placée sous l'autorité du ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités propose les orientations de la politique pour l'emploi et la formation professionnelle continue.

La DGEFP a publié une instruction le 7 septembre 2021 relative à la mobilisation du FNE-Formation et de la pro A pour financer les parcours de formation des salariés, celle-ci prévoit que « Lorsqu'il est mis en place des actions de formation au titre de la Pro-A celles-ci font l'objet d'un suivi quantitatif, qualitatif et financier distinct et leur prise en charge fait l'objet d'un plafonnement relevé de 3000€ à hauteur de 9000 € (rémunération incluse) à condition de correspondre aux priorités du plan de relance ; elles sont comptabilisées hors accès à la péréquation de France compétences. »



Cofinancé par
l'Union européenne



Article 2 : Dispositions relatives au contrôle de service fait (CSF) des conventions Pro-A relance

2.1 CSF prévu aux conventions Etat-OPCO

Le contrôle de service fait est prévu dans les conventions Etat-OPCO et doit permettre d'établir et de valider le solde des versements par l'Etat à l'OPCO.

La convention décline les différents versements, notamment le 3ème concernant le solde s'appuyant sur le contrôle de service fait final, dans le respect des engagements pris par l'OPCO.

La convention précise que dans le cadre du CSF, l'OPCO doit transmettre à la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) un bilan final d'exécution comportant *a minima* un bilan quantitatif et qualitatif accompagné d'un état détaillé des dépenses intervenues au titre de la convention.

En effet, le montant définitif accordé à l'OPCO sera calculé au prorata des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

En application des conventions financières, la DGEFP est chargée de la vérification de la réalisation des prestations de formation, du paiement de leur facture, ainsi que du respect des taux d'intensité appliqués et des critères d'éligibilité des entreprises.

Le CSF ayant pour objectif de payer le solde de la convention, les premiers livrables attendus de la part de chaque OPCO seront des états de synthèse quantitatifs et financiers permettant à la DGEFP d'établir le solde à payer.

Ces tableaux « stabilisés » par les OPCO devront faire état, hors frais de gestion, des réalisations financées par le plan de relance. Les bilans quantitatifs et financiers seront remis par l'OPCO à la DGEFP et feront apparaître le différentiel entre le montant des actions de formations engagées et celui des actions effectivement réalisées.

En complément, un état détaillé des dépenses réalisées par type de coût pour les parcours des deux dispositifs (coût pédagogique, rémunération, frais annexes, coût total du parcours hors frais de gestion) devra être fourni par chaque OPCO à la DGEFP (détaillée pour chaque parcours).

Enfin, un bilan qualitatif sera également remis par chaque OPCO à la DGEFP.



Cofinancé par
l'Union européenne



Les OPCO seront chargés de transmettre les différents justificatifs, bilans via le canal numérique proposé par le titulaire.

Le canal proposé devra assurer la parfaite transmission de l'ensemble des documents.

Le présent marché permettra de répondre à ces obligations conventionnelles.

2.2 Unité d'œuvre 1 : Rapport de Contrôle de service fait par OPCO (UO 1)

Pour chaque commande, le devis devra indiquer le nombre d'UO nécessaires sachant que chaque UO représente 20 actions de formation contrôlées.

La prestation de contrôle inclut l'ensemble des échanges nécessaires au bon déroulé de la mission, quelle que soit la phase du contrôle. Les échanges peuvent prendre tout type de modalités (mail, tchat, téléphone, réunion présentielle ou distancielle, ...), entre le titulaire du marché et l'OPCO pour tout type d'information nécessaire au contrôle, entre le titulaire du marché et la DGEFP pour notamment le suivi de la mission.

Dans le cadre de ses actions, il est demandé au titulaire du marché de nommer un référent par OPCO, permettant un échange régulier avec les correspondants des OPCO, de tenir informé l'OPCO de la teneur et de l'avancement du CSF, permettant à l'OPCO de ne pas découvrir le rapport au moment de sa signature.

Le titulaire du marché devra proposer sa méthode de travail avec les OPCO, comme sa méthode de suivi du rapport de CSF, que ce soit avec les OPCO comme avec la DGEFP.

Tout échange nécessaire au bon déroulé de la mission de rédaction des rapports, avec les OPCO ou la DGEFP, fait partie intégrante de cette unité d'œuvre.

Il est recommandé de tenir informés régulièrement les OPCO du contenu, de la teneur de leur rapport, pour éviter tout rejet du rapport final. Également, la DGEFP souhaite être informée en temps réel de tout problème constaté lors de la phase de rédaction.



Cofinancé par
l'Union européenne

2.2.1 Phase 1 : Contrôle des états de synthèse Quantitatifs-Financiers reçus avec l'état des dépenses réalisées

En préambule des 1ers contrôles de cette phase 1, une réunion de lancement sera à organiser par le titulaire du marché avec les OPCO et la DGEFP pour expliciter le déroulé et la méthode employée pour l'ensemble des travaux de CSF que le titulaire sera amené à conduire. Cette réunion intègre cette phase 1.

La comparaison de l'état détaillé des dépenses avec tableaux de synthèse Quantitatifs-Financiers transmis par la DGEFP sera effectuée par le titulaire du marché sur les montants engagés et les montants réalisés. Ce comparatif sera à effectuer OPCO par OPCO.

Tout écart constaté entre les montants engagés comme réalisés fera l'objet d'une demande de justification, par le titulaire du marché, à l'OPCO.

Livrable attendu du Titulaire

OPCO par OPCO, le titulaire du marché établira un état de comparaison entre l'état des dépenses et les états de synthèse quantitatifs-financiers (hors frais de gestion) correspondants pour chacun des deux dispositifs. Un format de tableau comparatif des principaux indicateurs, comprenant la possibilité de justification d'écart le cas échéant pour chacun des deux dispositifs, sera proposé par le titulaire du marché à la DGEFP.

Tout échange avec l'OPCO comme avec la DGEFP devra être mené et organisé par le titulaire du marché pour permettre d'aboutir à un tableau comparatif final par OPCO.

Tout écart justifié et explicité par l'OPCO devra être repris par le titulaire du marché dans le rapport de CSF de l'OPCO.

2.2.2 Phase 2 : Contrôle sur échantillonnage des actions de formation

Le titulaire du marché dans le cadre du présent marché, réalise un contrôle par échantillon de la complétude des dossiers, de la réalisation des actions de formation financées par les OPCO, du paiement des factures liées, du respect du taux d'intensité et de l'éligibilité de l'entreprise.

Le Titulaire devra respecter la méthodologie d'échantillonnage souhaitée par la DGEFP.

Les règles d'échantillonnages sont définies ainsi :

- 5% des parcours échantillonnés parmi le nombre de parcours pris en charge par chaque OPCO et a minima 1 parcours par OPCO ;
- 11 conventions nationales pour 11 OPCO à contrôler ;
- Environ 628 parcours contrôlés sur un total d'environ 12 000 parcours.

Le nombre de parcours à contrôler (à titre indicatif – non contractuel) par OPCO dans le cadre de l'échantillonnage pourra être le suivant :

OPCO	Total parcours	Nombre de parcours à contrôler
Uniformalion	1339	67
L'Opcommerce	4858	243
Constructys	351	18
OPCO 2i	723	36
OPCO Santé	2759	138
Opco mobilité	848	42
AKTO	658	33
ATLAS	5	1
AFDAS	165	8
OCAPIAT	42	2
OPCO EP	811	41
Totaux	12559	628

Le contrôle des actions sur justificatifs

Au titre de la Pro-A, l'examen des actions de formation consistera à contrôler les pièces justificatives des dépenses réalisées dans le cadre des actions de formation financées.

Pour les formations internes, il conviendra de vérifier le programme de formation interne, le certificat de réalisation et les justificatifs de rémunération liés au formateur interne.

Dans la perspective de ces contrôles, les pièces justificatives doivent être claires, spécifiques et contemporaines des faits.



Cofinancé par
l'Union européenne



Pour justifier des dépenses réalisées pour chacune des actions échantillonnées, les pièces à produire seront :

- L'avenant au contrat de travail (cerfa) ;
- L'accord de prise en charge de l'OPCO ;
- Le certificat de réalisation établi par le dispensateur de l'action de formation : il est possible pour un sous échantillon établi par le titulaire du marché de demander les feuilles d'émargement pour vérifier que les certificats de réalisation ont été établis conformément à la réalisation de la formation ;
- Les factures établies par l'organisme de formation ou le « relevé de dépenses » pour la formation interne concernant les frais pédagogiques, les justificatifs de dépenses de rémunération et de frais annexes ;
- Références de l'accord de branche et de son arrêté d'extension ;
- Copie d'écran faisant apparaître le niveau de formation du salarié ;
- Fiche RNCP de la certification préparée par le salarié ;
- Les preuves de l'acquittement de la facture.

Une codification des pièces justificatives par action de formation devra être proposée par le titulaire du marché, permettant la facilitation du classement des pièces.

Les pièces devront être fournies par les OPCO au titulaire du marché, en charge de les vérifier, de réclamer les justificatifs manquants le cas échéant, de les classer par dossier OPCO-Cible d'éligibilité.

Le titulaire du marché proposera aux OPCO les modalités logistiques d'envoi des pièces et documents justificatifs.

Les Livrables

Un dossier par OPCO sera remis par le titulaire à la DGEFP accompagné d'un rapport des pièces manquantes le cas échéant. Une synthèse de ces contrôles par échantillon sera intégrée au rapport de CSF par OPCO.

Tout échange avec l'OPCO comme avec la DGEFP devra être mené et organisé par le titulaire du marché pour permettre d'aboutir à la remise, par le titulaire du marché à la DGEFP, d'un dossier final par OPCO.

En complément des contrôles par échantillon de la justification des dépenses et pour apporter la preuve du respect de l'éligibilité de l'entreprise et des règles de prise en charge, une vérification du processus mis en œuvre par chaque OPCO du contrôle



Cofinancé par
l'Union européenne



d'éligibilité de l'entreprise d'une part, du respect du taux d'intensité d'autre part devra être réalisée par le titulaire du marché et intégrée dans le rapport de CSF final. Cette synthèse de vérification s'appuiera sur tout document fourni par l'OPCO (processus de mise en œuvre, de contrôle interne par exemple) au titulaire du marché.

Tout échange avec l'OPCO comme avec la DGEFP devra être mené et organisé par le titulaire du marché pour permettre de réaliser une synthèse de vérification finale par OPCO, intégrée à chaque rapport de CSF.

2.2.3 Phase 3 : Rapports de CSF par OPCO

L'analyse du bilan qualitatif transmis par l'OPCO, comprenant tout échange ou entretien nécessaire à sa bonne compréhension devra être préalablement menée par le titulaire du marché.

Les rapports de CSF, remis par OPCO et présentés à la DGEFP, s'appuieront sur les résultats des premiers livrables décrits précédemment : comparatifs des bilans quantitatifs et financiers avec les données brutes, synthèse des tests d'échantillonnage, analyse du bilan qualitatif et des forces et faiblesses du bilan qualitatif remis par chaque OPCO.

La remise du rapport provisoire ouvrira une phase contradictoire de 7 jours calendaires permettant à l'OPCO de transmettre les pièces manquantes et d'apporter tout élément nécessaire à la conclusion du CSF et la production du rapport définitif

Les rapports de certificat de service fait par OPCO, dont la trame proposée par le titulaire du marché sera préalablement validée par la DGEFP, devront inclure une position du titulaire du marché permettant la mise en paiement du solde de la convention financière entre l'Etat et l'OPCO

Les Livrables



Cofinancé par
l'Union européenne



Les livrables remis par le titulaire comporteront obligatoirement un rapport de CSF par OPCO.

Tout échange avec l'OPCO comme avec la DGEFP devra être mené et organisé par le titulaire du marché pour permettre d'aboutir à un rapport final.

Après validation par la DGEFP des rapports finalisés par OPCO, les rapports de CSF pourront être proposés par la DGEFP à la signature de l'OPCO.

Chaque validation par la DGEFP d'un rapport final de CSF par OPCO donnera lieu à une attestation de service fait (ASF) de la part de la DGEFP. La DGEFP indiquera au titulaire à quel moment déposer sa facture sous Chorus Pro.

2.3 Unité d'œuvre 2 : Rapport de synthèse global du CSF (UO 2)

Un rapport de synthèse global du CSF inter OPCO.

Pour accompagner les rapports de CSF par OPCO, il est demandé au titulaire du marché de réaliser un rapport synthétisant pour le dispositif PRO A.

- L'organisation du contrôle de service fait avec le rappel de la démarche (Méthode, calendrier, contrôle dématérialisé / sur place), les difficultés rencontrées le cas échéant ;
- Restitution de la consolidation inter OPCO des objectifs quantitatifs : rappel du nombre d'actions engagées, du nombre d'actions réalisées, du nombre d'actions contrôlées par OPCO, nombre d'anomalies par OPCO ; ...
- Bilan global sur les constats du contrôle par échantillon (typologie des anomalies constatées dans les dossiers contrôlés, respect des délais, difficultés rencontrées le cas échéant, ...) ;
- Synthèse des processus de mise en œuvre, voire de contrôle interne mis en place par les OPCO pour vérifier l'éligibilité des entreprises et respecter les taux d'intensité ;
- Synthèse des bilans qualitatifs remis par chacun des OPCO.

Les Livrables :

Le rapport de synthèse inter OPCO (sera fondé sur le rapport final de CSF des OPCO constitué préalablement.



Cofinancé par
l'Union européenne



Tout échange, quelle que soit sa modalité, devra être mené avec la DGEFP et organisé par le titulaire du marché pour permettre d'aboutir à un rapport de synthèse final inter OPCO.

Le rapport de synthèse final sera soumis à la validation de la DGEFP.

Ces rapports seront fondés sur les rapports finaux de CSF des OPCO et finaliseront la prestation du titulaire du marché.

La validation par la DGEFP du rapport de synthèse final de CSF inter OPCO donneront lieu à une attestation de service fait (ASF) de la part de la DGEFP. La DGEFP indiquera au titulaire à quel moment déposer sa facture sous Chorus Pro.

Article 3 : Délais de réponse attendu en cas de sollicitation écrite d'un OPCO dans le cadre du contrôle

Il est attendu que le titulaire prenne en charge une sollicitation écrite d'un OPCO sous un délai de 24h au plus tard.

Cette sollicitation concerne tout élément en lien avec le contrôle (demande d'information, précision etc.)

Ce délai s'apprécie à compter de la réception de la demande sur le canal de contact dédié, proposé par le titulaire.

A défaut, le titulaire encourt les pénalités visées à l'article 9 du CCAP.

Article 4 : Le calendrier prévisionnel de mise en œuvre des CSF pour le dispositif PRO A

Les bilans quantitatifs/financiers et l'état des dépenses finaux seront remis en amont par les OPCO à la DGEFP.



Cofinancé par
l'Union européenne

Étapes	Acteur	Durée	UO - Phase
Réception du bon de commande	Titulaire du marché	Jour J	N/A
Réunion de lancement du CSF	Titulaire du marché	1 semaine à compter de la réception du bon de commande	UO1 – Phase 1
Transmission des bilans quantitatifs-financiers des OPCO ainsi que l'état des dépenses correspondant au titulaire du marché	DGEFP	Estimatif de 2 jours à compter de la réunion de lancement	UO1 – Phase 1
Etat Comparatif des états de synthèse avec l'état des dépenses (données brutes)	Titulaire du marché	1 semaine à compter de la réception de l'état des dépenses	UO1 – Phase 2
Sélection des échantillons par le titulaire du marché selon les indications de la DGEFP	Titulaire du marché	1 semaine à compter de l'état comparatif états de synthèse / état des dépenses	UO1 – Phase 2
Dépôt par les OPCO sur la plate-forme du titulaire du marché des pièces justificatives relatives aux actions de formation sélectionnées, des documents justificatifs concernant l'éligibilité et la prise en charge	OPCO	Estimatif de 3 semaines après transmission des échantillons aux OPCO	UO1 – Phase 2
Réalisation des contrôles sur pièces et des vérifications des processus d'éligibilité et des prises en charge	Titulaire du marché	4 semaines après transmission des justificatifs	UO1 – Phase 2
Réalisation du rapport de contrôle de service fait final par OPCO, comprenant l'ensemble des échanges préalables nécessaires avec les OPCO et la DGEFP	Titulaire du marché	4 semaines après finalisation des contrôles sur justificatifs	UO1 – Phase 3



Cofinancé par
l'Union européenne



MINISTÈRE
DU TRAVAIL
DE LA SANTÉ
ET DES SOLIDARITÉS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Réalisation du rapport de synthèse de CSF inter OPCO, comprenant l'ensemble des échanges préalables nécessaires avec la DGEFP	Titulaire du marché	2 semaines après remise des rapports finaux de CSF par OPCO	UO2 – Phase 3
---	---------------------	---	---------------